

[Text]

all countries make some contribution to this challenging problem, and emissions have been measured in different ways. In some cases we look at total emissions, and in other cases we look at determining the amount of carbon dioxide and other greenhouse gases produced per capita.

Industrialized nations generally have a higher per capita rate of emissions than non-industrialized countries. Most reasonable people would agree that there is probably a correlation between the level of technology application in a country and the amount of greenhouse gas emissions. When we look at a country with a population as large as China, for example, and we recognize that the level of industrialization is at a relatively low rate, and if we assume that country, at one stage or another, will eventually apply some of the technologies that in other countries have contributed to increased per capita emissions of carbon dioxide, what research has been done to minimize the potential for massive increases in carbon dioxide emissions in a country like China?

Mr. Head: Mr. Chairman, in the broadest sense, following the United Nations' conference on new and renewable energy, which took place in Nairobi some six or so years ago, it became clear to the chairman of that conference, Mr. Enrique Iglesias, who is now the president of the Inter-American Development Bank, that one of the greatest needs of developing countries in these energy-environment related questions was not on the technology side but on the policy side. What were the options open to them? What are the likely consequences of this or that choice?

Because this is so akin to the IDRC approach, which is never what technology, but instead technology for what, what is it we are endeavouring to accomplish with the awareness, and as you have correctly pointed out, if I may say so, that the different technology levels are a measure not of the difference between the industrialized and the developing countries, a meeting was called, co-chaired by Mr. Iglesias and me, at IDRC, of the developing as well as the resource-donor institutions. They came to IDRC, whereas they would not all go to Europe, or they would not all go to the United States. The bank would not go to the UN. We find these intolerable difficulties. They always all come to IDRC. We are neutral; we are benign in this respect.

A decision was taken at that time that the greatest immediate help we could offer to the developing countries to ensure that their research capacity was ready to handle the type of specific question that you have posed was in the area of research policy. We put together an unprecedented energy research group, composed entirely, absolutely entirely, of developing country energy specialists with a broad geographic composition, as well as a broad technical composition, a coal expert, a nuclear expert, a hydro expert, a solar energy expert.

[Translation]

problème majeur. Nous savons que tous les pays contribuent dans une certaine mesure à ce difficile problème, et des émissions ont été mesurées de différentes façons. Dans certains cas, on prend le total des émissions, dans d'autres, on tente de définir la quantité de CO₂ et de gaz à effet de serre produits par habitant.

En général, le taux d'émission par habitant des pays industrialisés est plus élevé que celui des pays non industrialisés. La plupart des gens considèrent que ceci est dû à une corrélation entre le niveau technologique d'un pays et la quantité de gaz à effet de serre émis. Mais si l'on prend le cas d'un pays avec une aussi grande population que la Chine, par exemple, sachant que le niveau d'industrialisation est relativement faible, et que l'on suppose qu'à un moment ou un autre, ce pays utilisera les techniques qui, dans d'autres pays, ont contribué à augmenter les émissions de CO₂ par habitant, quelles recherches ont été faites pour minimiser les risques d'une augmentation massive des émissions de CO₂ dans un pays comme la Chine?

M. Head: Monsieur le président, à la suite de la conférence des Nations Unies sur les énergies nouvelles et renouvelables, qui a eu lieu à Nairobi il y a environ six ans, il est apparu clairement au président de cette conférence, M. Enrique Iglesias, maintenant président de la Banque interaméricaine de développement, que les pays en développement devaient s'attaquer à ces questions d'énergie et d'environnement non pas tant au plan technologique, mais plutôt au plan politique. Quelles sont leurs options? Quelles vont être les conséquences de telle ou telle décision?

Ceci est très proche de la démarche du CRDI, qui n'est pas de demander quelle technologie, mais plutôt une technologie pour quoi, qu'essayons-nous d'accomplir en sachant, comme vous l'avez très bien signalé, que les différents niveaux de technologie ne constituent pas une mesure de la différence entre pays industrialisés et pays en développement, et nous avons en conséquence organisé une réunion, coprésidée par M. Iglesias et moi-même, au CRDI, entre les pays en développement et les donateurs. Tous sont venus au CRDI, alors qu'ils n'auraient pas accepté d'aller en Europe ou aux États-Unis. La banque ne voulait pas aller aux Nations Unies. Ces difficultés nous paraissent intolérables. Mais tous viennent toujours au CRDI. Nous sommes neutres; nous sommes inoffensifs sur ce plan.

On a décidé alors que c'était dans le domaine des politiques de recherche que nous pouvions être le plus utiles aux pays en développement pour garantir que leur capacité de recherche soit adaptée aux types de questions précises que vous avez posées. Nous avons réuni un groupe de recherche en énergie sans précédent, composé entièrement, tout à fait entièrement, de spécialistes en énergie des pays en développement, avec une composition géographique et technique extrêmement vaste, un spécialiste en charbon, un expert nucléaire, un expert en hydro-électricité, un autre en énergie solaire.